

## 70.29.01 MAEC API (Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles)

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Engagements en matière d'environnement et de climat et autres engagements en matière de gestion
Base réglementaire : article du PSN	Article 70
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>MAEC API (Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles)</b>
Indicateurs de résultats associés	R.35 Sauvegarde des ruches : <del>part</del> <u>Nombre</u> des ruches bénéficiant d'une aide au titre de la PAC
Indicateurs de réalisation associés	O.14 : Nombre d'hectares (à l'exclusion de la foresterie) ou nombre d'autres unités couverts par des engagements en matière d'environnement/de climat qui vont au-delà des exigences obligatoires
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Les enjeux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir les populations d'abeilles (sauvages et domestiques) sur le territoire,</li> <li>- Participer au service de pollinisation avec les abeilles domestiques,</li> <li>- Prendre en compte la présence de pollinisateurs sauvages dans les différentes zones</li> <li>- De maintenir la biodiversité</li> <li>- D'accroître les volumes de production de miel</li> </ul> <p>Pour répondre à ces enjeux, plusieurs volets sont proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adapter les pratiques pour mettre les ruches à différents endroits, à différents moments dans les espaces cultivés pour assurer le service de pollinisation dans l'espace et dans le temps.</li> <li>- Adapter les pratiques pour prendre en compte l'entomofaune sauvage dans les zones à forte valeur écologique.</li> </ul> <p>L'intervention répond ainsi au besoin de promotion et d'utilisation durable de la biodiversité dans les pratiques agricoles.</p> <p>Le cahier des charges de la MAEC API est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détenir en permanence un nombre de colonies au moins égal au nombre de colonies engagées</li> <li>- Engager un nombre minimal de 72 colonies (métropole)</li> <li>- Avoir un emplacement supplémentaire par tranche de 24 colonies</li> <li>- Respecter un temps minimum de présence des colonies de 3 semaines par emplacement</li> <li>- Respecter une distance minimale entre 2 emplacements : 2500m dans le cas général, 500m dans les zones de montagne et de piémont, et</li> </ul>

	<p>1000m dans le Limousin et la zone du massif des Landes de Gascogne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détenir un registre d'élevage précisant la durée de présence des colonies pour chaque emplacement (préciser dates d'arrivée et de départ des colonies).</li> </ul>
Date indicative de démarrage du dispositif	2024. Les dossiers de la campagne 2023 relèveront de la programmation 2014-2022.
<b>2. Eligibilité</b>	
Bénéficiaires éligibles	<p>Les porteurs de projets éligibles sont les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des catégories ci-dessous :</p> <p><b>1/ Agriculteur actif personne physique</b>, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé <u>l'âge de 67 ans, l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés</u>, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p><b>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA)</b>, remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'objet de la société est agricole, ET</li> <li>• au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique<sup>1</sup>, <u>ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.</u></li> </ul> <p><b>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)</b> remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'objet de l'association <u>ou de la SCIC</u> est agricole, ET</li> <li>• au moins un adhérent <u>ou associé</u> respecte les conditions fixées pour une personne physique <u>ou morale</u></li> </ul> <p><b>4/ Les exploitations des lycées agricoles</b></p> <p><u>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</u></p>
Conditions d'éligibilité	Le demandeur doit détenir un minimum de 72 colonies.

1 l'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	<u>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</u>
Coûts éligibles	Forfait par colonie
Inéligibilités	Précisé dans les appels à projets
Eligibilité temporelle des dépenses	Non concerné
Eligibilité géographique	Le siège de l'exploitation/du bénéficiaire doit être localisé sur le territoire de l'autorité régionale.
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Aucune autre aide régionale ou nationale ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de sélection	Non
Fonctionnement du dispositif	Appel à projet annuel Contrat d'une durée d'un an
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux d'aide publique 100% <u>200€/colonie</u> <u>200 € par tranche de 10 colonies</u>
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Taux de cofinancement FEADER	80%
Type de soutien	Subvention
Top up	Non
Co financeurs principaux/ponctuels	Région
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	<u>1440€</u> <u>1 600 €</u> - 72 colonies à la demande d'aide
Plafonds (en dépenses éligibles)	<u>8500€</u> <u>8 600 €</u> /apiculteur/an – <u>430</u> <u>425</u> colonies avec la transparence GAEC dans la limite de 1,8 plafond pour 2 associés et de 2,5 plafonds pour 3 associés et plus. Ces plafonds s'appliquent au dépôt de la demande d'aide.
Modalités de versement	Paiement annuel
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Non
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Non concerné
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	Non concerné